

Qui jardine la ville ? Pour une écologie urbaine politique

Olivier Gaudin

Dossier : « L'urbanisme écologique : un nouvel impératif ? »

Recensé : Marion Ernwein, *Les Natures de la ville néolibérale. Une écologie politique du végétal urbain*, Grenoble, UGA Éditions, 2019, 240 p.

Que nous apprend le jardinage en ville sur les politiques urbaines ? Issu d'une enquête menée à Genève, l'ouvrage de Marion Ernwein met en relation le tournant néolibéral des villes et de nouvelles manières d'entretenir les espaces publics.

L'appellation d'« espaces verts » est si insuffisante pour qualifier la présence multiforme des végétaux dans les parcs, les squares et les rues des villes qu'elle disparaît peu à peu. Mais les termes de « nature en ville » ou de « végétalisation », bien que tout aussi pauvres en matière de description, sont de plus en plus employés. Est-ce par manque de connaissance, d'intérêt, ou de formation ? On ne peut exclure l'hypothèse qu'élus et administrateurs en fassent parfois des usages politiques, voire électoralistes, dans le contexte d'une prise de conscience progressive mais sans cesse élargie du caractère critique de la situation environnementale. La destruction de la diversité vivante, l'extinction massive de populations, d'espèces et d'habitats écologiques, la raréfaction des ressources et les conséquences des changements climatiques en cours relèvent désormais d'un savoir commun. Pourtant, face à l'ampleur des enjeux, les réponses locales des responsables politiques restent très inégales et dans la plupart des cas, très insuffisantes, voire inexistantes. Comment expliquer un tel décalage ?

Parler de « nature en ville » ou énumérer la quantité d'arbres plantés est sans doute une manière d'esquiver la réflexion de fond, à la fois écologique et politique, à ce sujet. Pour avoir une portée effective, cette réflexion doit être qualitative et collective. Quelle manière d'accueillir, dans la durée, la végétation spontanée dans les villes allons-nous adopter ? De quels arbres, arbustes, plantations ou sols vivants avons-nous besoin, et surtout, comment allons-nous en prendre soin, avec quels moyens humains ? L'organisation, la répartition et l'accomplissement de ces tâches seront-ils décidés de manière démocratique ? L'ouvrage de Marion Ernwein contribue à répondre à ces délicates questions.

Enquête à Genève

Issu d'une enquête ethnographique menée auprès des services municipaux de Genève, il documente de nouvelles modalités de gestion et d'entretien des végétaux dans les espaces urbains. Son point d'aboutissement est clair : non seulement jardiner la ville est un geste chargé d'enjeux politiques, mais il tend à le devenir davantage dans le contexte fragmenté de « la ville néolibérale ». L'expression n'a rien, sous la plume d'Ernwein, d'un épouvantail ou d'un fantasme. C'est au

contraire un opérateur de description et de compréhension fine des expériences des personnes impliquées dans l'entretien des espaces publics urbains. Ces personnes sont d'une très grande diversité et d'un nombre surprenant, tant l'objet étudié se prête, au fur et à mesure de l'enquête, au décroisement. Si les premiers intéressés sont bien entendu les jardiniers municipaux et les services qui les emploient, l'analyse se déplace du côté des habitants et des riverains, en particulier lorsqu'ils s'impliquent dans des programmes de jardinage bénévole. La géographe se rend dans les bureaux de direction administrative, consulte des paysagistes, des écologues, des entreprises d'horticulture. Elle rapporte les propos d'élus, de travailleurs, de membres d'associations, de citoyens. Elle s'appuie, enfin, sur de nombreux travaux de sciences sociales qui ont cherché à décrire la manière dont le régime néolibéral, ce « nouvel ordre idéologique, politique et économique » qui s'impose depuis les années 1980, modifie les politiques publiques urbaines¹. Les éléments de synthèse sur la géographie radicale et l'« éco-marxisme » enrichissent la discussion méthodologique et dialoguent avec l'analyse de terrain, sans fermer le propos pour autant. Une catégorisation prudente, toujours fine et problématisée, permet à l'auteur d'élaborer un regard nuancé tout au long de l'ouvrage.

Du public au privé, ou la réorganisation néolibérale du travail d'entretien

L'enquête met en relation le tournant néolibéral des politiques publiques urbaines avec de nouvelles manières d'entretenir les espaces publics genevois. Sa perspective est moins immédiatement critique qu'explicative et analytique. Ernwein s'efforce de recueillir les propos des différents acteurs impliqués et de décrire les transformations en cours dans les pratiques de gestion et de « production » de la nature. Loin de séparer les enjeux sociaux des arguments écologiques, elle montre que certains choix économiques et politiques sont au centre des changements d'attitude récents et en cours en matière de conception, d'entretien et d'usage des « espaces verts urbains ».

L'un des principaux apports de l'enquête est l'étude détaillée des implications de la « gestion différenciée ». Ce terme désigne avant tout un changement des pratiques d'entretien des plantes. En déplaçant les attentes vis-à-vis de la végétation en ville depuis une logique ornementale ou horticole vers une affirmation de la diversité du vivant et de l'écologie, ce mode de gestion transforme le métier de jardinier municipal – notamment en réduisant puis interdisant l'usage de produits phytosanitaires, ou encore en favorisant l'introduction de prairies par une réduction de la fréquence de fauchage et de tonte. Avec l'adoption en 2004 des principes guidant l'entretien différencié des espaces plantés, Genève a rejoint certaines grandes villes pionnières en matière d'écologie, comme Rennes ou Strasbourg. Ces orientations ne modifient pas seulement les pratiques d'entretien mais également les principes de conception des espaces jardinés, qu'il faut revoir en fonction des contraintes de diversification, et pour permettre des économies en période de contraction budgétaire.

L'« écologisation » recherchée sous le nom de gestion différenciée n'est donc pas sans ambiguïté. Elle accompagne en tout cas une réorganisation du travail des jardiniers municipaux : l'étude approfondie du cas de Genève met en évidence l'ampleur du changement pour ces travailleurs. Devenus « agents techniques », ils sont confrontés à une « spécialisation », une « parcellisation » et une « rationalisation » de leurs activités. Ernwein montre que ces termes recouvrent une atténuation et une diminution de l'entretien, mais aussi une nouvelle manière de classer les surfaces dont les services ont la charge. Elles sont catégorisées en fonction d'indicateurs revus en 2012, tels que la quantité et le type de plantes présentes sur un périmètre donné en fonction de leur « valeur

¹ À la riche bibliographie qui figure en fin d'ouvrage (p. 207-225), on pourra ajouter la récente synthèse de Gilles Pinson (2020), dont est extraite la formulation citée dans cette phrase ; ou encore se reporter au recueil d'interventions, toujours éclairant, de Pierre Bourdieu (1998). Pinson propose la définition de travail suivante du néolibéralisme : « l'ensemble des propositions intellectuelles et des orientations politiques qui visent à étendre les mécanismes du marché et l'éthique de la concurrence à un spectre toujours plus large d'activités sociales, cela en s'appuyant sur une forte intervention de l'État » (2020, p. 12).

écologique » (ce qui conduit à la catégorisation suivante : « surfaces plantées, surfaces herbeuses, éléments végétaux ponctuels, zones boisées, eau », p. 65), mais aussi de critères que la géographe résume sous l'appellation de « *logos* gestionnaire ». C'est donc à la fois au nom de l'accroissement de l'efficacité et des nouveaux rôles écologiques attribués aux espaces plantés que les jardiniers ont dû revoir leur métier. Ils ont réappris les gestes, les rythmes et même l'objet de leur activité professionnelle pour, essentiellement, réduire le temps et la fréquence d'intervention sur les surfaces concernées, tout en augmentant le nombre de ces surfaces. Si l'on peut supposer un objectif de réduction des coûts à ces réformes, c'est surtout celui d'une « rationalisation organisationnelle » qui est constaté, en fonction de critères relevant du management. Ainsi, l'administration publique genevoise ajoute à cette évolution une « redistribution » des postes et une réattribution des surfaces à travailler, ainsi qu'une réduction des effectifs (p. 63). Depuis les années 2010, les jardiniers de la ville sont donc confrontés aux injonctions gestionnaires du *new public management*, « marqué par un champ lexical de la performance et de l'optimisation » (p. 58), ce qui implique par exemple des pratiques d'évaluation inédites et une approche plus hiérarchique que par le passé.

Une stratégie sans transparence

En parallèle de cette transformation du métier, le recours à des partenaires privés « dans le financement et la gouvernance des espaces végétalisés » (p. 25) se généralise. Le processus va de pair avec la mise en exergue des notions de « projet » et d'« événement » : s'éloignant d'une logique administrative, « les employés sont invités à se rendre disponibles mentalement et à faire preuve de créativité » (p. 92), dans un état d'esprit relevant plutôt de logiques entrepreneuriales. Le contenu, la temporalité et la finalité du travail d'entretien en sont modifiés en profondeur. Les personnes qui accomplissent ces tâches doivent là aussi revoir le sens de leur métier. C'est ce que permet d'établir, en particulier, l'examen détaillé du programme de végétalisation « Urbanature » (chap. 3). L'analyse laisse apparaître, au terme du chapitre, un constat clair : « la possibilité même de décider collectivement ce qui doit faire nature en ville est écartée avant que ne commence l'élaboration d'une stratégie » (p. 96) et « l'absence de transparence est saisissante » (p. 98).

Ernwein décrit aussi les dispositifs qui, depuis le milieu des années 2000, visent à « faire faire » la nature urbaine aux citoyens eux-mêmes, en tant qu'« acteurs privés » (chap. 4). L'objectif est à la fois de changer les manières de travailler des services et de modifier la visibilité de l'action publique. Sous la forme de participation individuelle, de concours, « appels à projets » ou « bénévolat d'entreprise », une part croissante des travaux de jardinage des espaces publics plantés échappe ainsi aux jardiniers, par décision des responsables. Avec la gestion différenciée, les activités des travailleurs sont donc à la fois plus visibles pour l'administration, « avec un travail rendu plus quantifiable, le suivi d'objectifs, et la cartographie des surfaces » ; mais cette orientation « dans le même temps les invisibilise aux yeux de la population et des usagers des parcs » – au point qu'un horticulteur raconte : « on aurait cru que tous les jardiniers étaient morts » (p. 78). Cette situation peut par exemple priver les travailleurs municipaux de certaines relations avec le public citoyen. Elle modifie en tout cas le sens de leur présence dans les espaces, désormais plus nombreux et diversifiés, dont ils ont une charge réduite et limitée dans le temps.

On observe ici certains effets localisés du régime plus large de coproduction néolibérale de la ville et des services publics. À Genève, avec la gestion différenciée, le travail de jardinage des lieux publics s'éloigne à la fois des techniques horticoles héritées et du modèle des jardins familiaux – ou anciennement, des jardins ouvriers. Faut-il incriminer cette prétendue écologisation des pratiques, ou noter leur instrumentalisation ? L'ouvrage, et c'est sans doute l'un de ses mérites, ne tranche pas ouvertement sur ce point. L'un de ses prolongements possibles consisterait à interroger d'autres manières de mettre en œuvre le principe de gestion différenciée, et de le décliner dans les services et leur organisation.

Une « mise au travail » des vivants en ville ?

Ernwein s'attache, chemin faisant, à confronter les analyses classiques de la géographie radicale, comme celles de David Harvey (2005), de Neil Smith (1984) ou de nombreuses approches plus récentes (comme Méliani et Arnould 2012 ; Paddeu 2012 ; Roy 2011 ; Krinsky et Simonet 2017), à une enquête empirique, mettant ces perspectives théoriques à l'épreuve du contexte genevois.

Mais elle va plus loin : une importante nouveauté de son ouvrage est de joindre à cette analyse de l'organisation du travail des jardiniers une réflexion détaillée sur la place et le statut variable du « vivant en ville », en écho aux travaux de nombreux écologues depuis quelques années². On ne saurait en effet s'en tenir à la simple « figure » du vivant, sans en rappeler l'irréductible hétérogénéité ; c'est à ce titre que la « gestion différenciée » peut sembler un principe vague et générique – tout comme celui de biodiversité, dès lors qu'elle sort du contexte des études scientifiques pour rejoindre des applications pratiques et des usages politiques. Il est pourtant possible d'y apporter, à la lumière des observations empiriques, des nuances et des précisions. Le cinquième chapitre propose en ce sens des distinctions éclairantes entre « le vivant souhaitable », composé de plantes vivaces et de haies vives favorisant un entretien plus léger (p. 132-134), la « mauvaise herbe » spontanée, plus ou moins acceptable et tolérée (p. 135-137), et « le vivant allochtone », c'est-à-dire les plantes exotiques invasives, que l'on tend désormais à rejeter (p. 137-141). Ernwein montre que chacune de ces catégorisations reçoit des qualités de désirabilité ou d'indésirabilité qui varient selon les interlocuteurs rencontrés. C'est ce qui en fait des catégories opératoires, orientant les perceptions, les décisions et les gestes de travail. Le changement de regard sur les types de plantes employées s'accompagne même d'un discours qui pourra paraître surprenant, tenu par la direction du service des espaces verts de Genève à partir d'août 2016, sur « l'intelligence végétale » (p. 150-153). S'appuyer sur les « compétences » des plantes peut servir à plusieurs fins : laisser émerger des « trames » par association d'espèces laissant émerger des structures végétales, ou encore faire jouer les interactions des plantes entre elles pour qu'elles se contrôlent mutuellement, sans recourir au désherbage. Une telle approche permet à la fois un retrait des interventions d'entretien des jardiniers et une « mise au travail » des plantes, fondée sur « la reconnaissance de [leur] agentivité propre » (p. 154). Ernwein clôt ainsi son chapitre 5 par une dizaine de pages stimulantes sur la notion de « travail non humain », avancée et discutée par des auteurs comme Donna Haraway (2008). Elle n'en garde pas moins ses distances vis-à-vis d'une tendance à l'anthropomorphisme qui s'éloigne des processus décrits par les écologues, qui s'en tiennent, avec le terme d'interaction, à caractériser avec précision des mécanismes de dispersion, de sélection d'habitat, de compétition ou de succession ; sans y projeter nulle intention, « intelligence » ou finalité.

Vers des études d'écologie politique comparées ?

Les Natures de la ville néolibérale parvient à restituer les points de vue et les arguments qui justifient les positions des différents acteurs impliqués, sans atténuer les éventuelles contradictions ni masquer, au terme de l'exposé, des réserves critiques. À l'exigence de l'application précise des concepts, répond celle de la méthode ethnographique auprès des praticiens et professionnels. Forte de ce double parti pris, l'enquête offre un modèle de démarche rigoureuse et située. Elle permet d'accroître l'intelligibilité des processus de recomposition des politiques publiques urbaines à l'œuvre dans la plupart des métropoles européennes, à partir de questions transposables dans d'autres grandes villes : non seulement celle de savoir qui jardine la ville, mais dans quelles conditions de travail et avec quel statut, selon quelle organisation des tâches et en vertu de quels principes et techniques. Cette attention minutieuse fonde, au terme du parcours, l'élaboration d'un point de vue critique, c'est-à-dire d'une position plus évaluative et politique sur le néolibéralisme

² Voir par exemple Audrey Muratet et François Chiron (2019), ainsi que les travaux rassemblés dans Philippe Clergeau (2020).

urbain et ses conséquences concrètes dans nos existences de citoyens – en écho à la géographie radicale qui donnait l'un des points de départ méthodologiques de l'étude.

La rédaction synthétique et la limpidité d'exposition des résultats de l'ouvrage invitent à des démarches comparatives, afin de mieux mettre à l'épreuve la robustesse de ses conclusions et d'éclairer d'autres situations. On ne peut qu'attendre avec impatience des études similaires dans d'autres villes, petites, moyennes ou grandes, et dans d'autres pays. À commencer par la France ?

Bibliographie

- Bourdieu, P. 1998. *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris : Raisons d'agir.
- Clergeau, P. (dir.). 2020. *Urbanisme et biodiversité. Vers un paysage vivant structurant le projet urbain*, Paris : Apogée.
- Haraway, D. 2008. *When species meet*, Minneapolis-Londres : University of Minnesota Press.
- Harvey, D. 2005. *A brief history of neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press.
- Krinsky, J. et Simonet, M. 2017. *Who cleans the park? Public work and urban governance in New York City*, Chicago : University of Chicago Press.
- Méliani, I. et Arnould, P. 2012. « “Marchands de nature” : 20 ans de communication institutionnelle dans la métropole lyonnaise de 1989 à 2009 », *VertigO* [en ligne], vol. 12, n° 2. URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/12960>.
- Muratet, A. et Chiron, F. 2019. *Manuel d'écologie urbaine*, Paris : Les presses du réel.
- Paddeu, F. 2012. « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *VertigO* [en ligne], vol. 12, n° 2. URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/12686>.
- Roy, P. 2011. « Non-profit and community-based green space production in Berlin », *Antipode*, vol. 44, n° 1, p. 239-257.
- Pinson, G. 2020. *La Ville néolibérale*, Paris : PUF.
- Smith, N. 1984. *Uneven development: Nature, capital and the production space*, Malden : Blackwell.

Olivier Gaudin, docteur en philosophie des sciences sociales de l'École des hautes études en sciences sociales (Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS)/EHESS), est maître de conférences à l'École de la nature et du paysage (ENP) de Blois (intégrée à l'Institut national des sciences appliquées Centre-Val de Loire (INSA-CVL)).

Ses recherches portent sur la philosophie pragmatiste, l'écologie humaine en sciences sociales et l'histoire culturelle des paysages. Il a publié sur ces questions plusieurs textes dans des revues et ouvrages collectifs.

Pour citer cet article :

Olivier Gaudin, « Qui jardine la ville ? Pour une écologie urbaine politique », *Métropolitiques*, 4 octobre 2021. URL : <https://metropolitiques.eu/Qui-jardine-la-ville-Pour-une-ecologie-urbaine-politique.html>.